

Un portrait de la prévention du crime durable dans certaines collectivités canadiennes

Volume 2 : Profils des collectivités

Rapport préparé pour le groupe de travail fédéral, provincial et territorial sur la
sécurité communautaire et la prévention du crime

par

Tullio Caputo
Katharine Kelly
Wanda Jamieson
Liz Hart

Centre d'études démographiques appliquées



Carleton
UNIVERSITY

Canada's Capital University



Public Safety and Emergency
Preparedness Canada

Sécurité publique et
Protection civile Canada

Canada

Copyright © 2004 par Carleton University.

ISBN: 0-7709-0481-5

Publié par :
Carleton University
Centre d'études démographiques appliquées
1125 Colonel By Drive
Loeb Building
Ottawa, Ontario, Canada
K1S 5B6

Avril, 2004

Ce rapport est aussi disponible sur le site Internet de la Stratégie nationale pour la prévention du crime à l'adresse :
www.prevention.gc.ca

La Stratégie nationale pour la prévention du crime du gouvernement du Canada est un partenaire de cette initiative.

Table des matières

Analyse sur place de la durabilité : Collectivité A.....	1
Analyse sur place de la durabilité : Collectivité B.....	10
Analyse sur place de la durabilité : Collectivité C.....	16
Analyse sur place de la durabilité : Collectivité D.....	21
Analyse sur place de la durabilité : Collectivité E.....	27
Analyse sur place de la durabilité : Collectivité F.....	32

Analyse sur place de la durabilité : Collectivité A

APERÇU DE LA COLLECTIVITÉ

Il s'agit d'un quartier à forte densité dans un grand centre urbain. On compte parmi les résidents de nombreuses familles à faible revenu qui habitent dans les 400 unités de logement social et les 10 ensembles d'appartements locatifs de faible hauteur. On y trouve aussi quelques familles de classe moyenne qui occupent des maisons individuelles. En tout, quelque 1 200 enfants — venant principalement de familles monoparentales à faible revenu — habitent proches les uns des autres dans ce quartier comportant six blocs d'habitations. Le quartier inclut une forte proportion d'Autochtones et de nouveaux immigrants. Il y a quelques années, la collectivité a été désignée « à haut risque », en raison du grand nombre d'appels aux services de police locaux. En 1994, ceux-ci ont signalé que le taux de criminalité y était le septième plus élevé parmi les 32 quartiers dans la région.

Les problèmes signalés dans cette collectivité ont inclus des jeunes non supervisés, du vandalisme, des introductions par effraction, de la violence familiale, de la toxicomanie et de l'alcoolisme, la fragmentation et le dédoublement des services pour les familles ayant des besoins élevés et un nombre élevé de résidents qui vivent dans la peur. Les jeunes dans la collectivité ont disposé de peu de ressources, et les activités prévues pour eux ont été limitées. Il y a également eu des préoccupations concernant le grand nombre de personnes de passage, c'est-à-dire de personnes qui ne sont pas des locataires mais qui s'installent temporairement dans la collectivité lorsqu'elles logent chez des gens qui y habitent.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION DU CRIME QUE CETTE COLLECTIVITÉ ESSAIE DE MAINTENIR?

L'initiative lancée par cette collectivité a essentiellement pour but de créer une relation de travail — un partenariat — se traduisant par la modification des « rapports professionnels ». Essentiellement, il a fallu éliminer les obstacles entre les fournisseurs de services et les organisations professionnelles dont ils font partie et entre ces mêmes fournisseurs de services et les membres de la collectivité

Le partenariat qui a été créé dans cette collectivité a servi de lien entre les fournisseurs de services et les résidents de la collectivité. Il a aussi accru la coopération parmi les fournisseurs de services. Il a inclus des efforts visant à rendre les services plus accessibles pour les habitants de la collectivité, qui souvent étaient peu disposés à y faire appel ou étaient incapables d'y accéder. On a mis l'accent sur la réalisation d'objectifs de développement communautaire (qui souvent sont en dehors du mandat des organisations qui dispensent des services à la collectivité) et on a mis sur pied un processus qui permet de mieux satisfaire aux besoins de la collectivité.

Contexte

L'initiative a été lancée lorsque plusieurs fournisseurs de services dans le quartier, y compris les services de police, du personnel des écoles et des organismes de services sociaux et un défenseur des droits dans la collectivité, se sont réunis pour discuter de leurs préoccupations au sujet de celle-ci. Rapidement, il est devenu apparent qu'ils partageaient un engagement vis-à-vis de la collectivité. C'est à partir de ce point commun qu'ils ont formé un partenariat au sein de la collectivité.

Nature des activités durables

Dès le départ, le partenariat a mis l'accent sur l'élimination des obstacles en organisant de petits projets qui réunissent des gens de la collectivité. Le groupe a obtenu certains résultats positifs immédiatement. Les partenaires estiment que cette approche a rendu leurs efforts crédibles et a encouragé les gens à participer à l'initiative. Ils ont accordé la préférence à des projets qui encouragent les fournisseurs de services et les membres de la collectivité à accorder la priorité à celle-ci et à accroître leur engagement vis-à-vis d'elle.

Des projets ont été mis sur pied à mesure que des besoins ou des problèmes ont été cernés. Il s'agit d'un processus continu, et les projets durent aussi longtemps que nécessaire. Le groupe a été très dynamique — il se rencontre pour planifier une activité, la met en œuvre et puis il se rencontre à nouveau pour planifier le prochain projet ou la prochaine version d'un projet, en essayant de faire mieux.

Parmi les activités de projet, il y avait par exemple l'identification et le ciblage de familles à haut risque et ayant des besoins élevés pour leur fournir le soutien nécessaire et assurer leur surveillance, et la fermeture d'un magasin local, dont de nombreux habitants dépendaient, mais qui gonflait les prix, et son remplacement par un nouveau commerce.

À la suite de cette initiative, l'agent de police responsable de cette collectivité a commencé à passer autant de temps que possible dans la collectivité. Grâce à cela, aujourd'hui, les habitants se sentent plus en sécurité et la police a une image plus positive.

On a créé une patrouille à pied dans le quartier — formée de volontaires de la collectivité— et cette mesure aide également à renforcer le sentiment de sécurité des habitants.

Une autre mesure clé a été de demander aux propriétaires et gérants d'immeubles locatifs de collaborer avec le partenariat communautaire pour expulser des locataires causant des problèmes et pour échanger leurs noms afin d'empêcher que ces locataires déménagent simplement d'un immeuble à un autre et continuent de causer des problèmes.

D'autres événements ont inclus des projets dans le cadre desquels les fournisseurs de services et les membres de la collectivité se réunissent — par exemple, à l'occasion d'un barbecue familial durant l'été et durant des campagnes au printemps pour embellir le quartier.

Toutes les activités qui ont été entreprises avaient pour but d'améliorer la qualité de vie dans le quartier. On a cherché surtout à réduire la peur du crime chez les habitants et à augmenter la fierté qu'ils ressentent pour leur quartier. La clé a été de faire en sorte que les habitants se sentent plus en sécurité, de faciliter l'accès aux soutiens et de fournir les services nécessaires, dans les limites des budgets des organismes faisant partie du partenariat (c.-à-d. des organismes de loisirs, des écoles, des services de police, etc.).

Le processus de partage de l'information qui s'est développé dans le cadre du partenariat a permis de repérer les problèmes plus tôt et de s'occuper des questions nouvelles à mesure qu'elles surviennent. Les habitants hésitent moins à faire connaître leurs préoccupations et les fournisseurs de services ont adopté une approche axée sur la collaboration et la « résolution des problèmes ».

Le rôle du financement destiné à des projets

Dans le contexte de ce partenariat, la mise sur pied de projets précis est une façon de satisfaire aux objectifs du partenariat consistant à réduire la criminalité et à accroître la sécurité et le bien-être dans la collectivité. Tel qu'il a été précisé, les projets ont servi à réunir les membres de la collectivité et à montrer ce qui peut être accompli. Le succès de chaque projet a encouragé les habitants à participer au partenariat et leur a permis de voir les avantages de la coopération. Les projets ont également encouragé les fournisseurs de services et les habitants à se concentrer sur le développement communautaire et ont renforcé leur engagement vis-à-vis de la collectivité. De plus, les projets ont été une occasion pour les fournisseurs de services et les habitants de conjuguer leurs efforts, d'apprendre à se connaître et de se faire confiance.

Les projets sont généralement de courte durée et les besoins financiers sont assez restreints. Le principal coût est celui du poste de coordonnateur du partenariat (voir Ressources ci-dessous).

COMMENT CETTE COLLECTIVITÉ A-T-ELLE ASSURÉ LE MAINTIEN DE SON ACTIVITÉ DE PRÉVENTION DU CRIME?

Structures organisationnelles

Une grande variété d'organisations et de secteurs ont participé à cette initiative, notamment :

- Club des garçons et des filles
- Refuges
- Installation de soins de longue durée pour les personnes âgées
- Services d'aide à l'enfance et à la famille
- Organismes de loisirs
- Écoles
- Services de police

- Gérants/propriétaires d'immeubles locaux
- Services de santé
- Collectivités ethniques

Actuellement, le groupe compte 24 partenaires qui participent à des degrés différents. Le partenariat comporte un noyau d'organismes et de particuliers, y compris du personnel des écoles et des services sociaux, des membres des services de police ainsi qu'un défenseur des droits dans la collectivité, ou avocat populaire (qui fait fonction de coordonnateur du partenariat). La participation des services de police a été particulièrement importante, en assurant la légitimité des activités entreprises dans le cadre du partenariat et en aidant à mieux le faire connaître.

L'adhésion au partenariat n'est pas un processus formel. Avec le temps, le groupe initial de participants a repéré d'autres participants potentiels et les a invités à se joindre à lui. De plus, à mesure que les particuliers sont remplacés par leurs organismes respectifs, les nouveaux employés sont informés de la manière dont se déroulent les choses dans la collectivité et sont invités à participer au partenariat.

Les critères de participation au partenariat incluent un engagement vis-à-vis du quartier, le fait de jouer un rôle de première ligne dans la collectivité et d'occuper une position stratégique permettant d'aider à régler un problème ou une question au sein de celle-ci et la motivation de participer au partenariat. On a cherché à inclure des personnes qui sont prêtes à agir et qui ne se contentent pas uniquement de planifier. Les facteurs clés sont un engagement vis-à-vis de la collectivité et un engagement vis-à-vis du partenariat.

Processus

Le groupe fonctionne comme une équipe. Les membres sont résolus à travailler ensemble comme des égaux. Le principe de base est que le partenariat offre aux participants la possibilité d'obtenir les avantages positifs de la coopération.

Le processus consistant à instaurer la confiance entre les fournisseurs des services et les habitants est un élément fondamental des efforts déployés par le partenariat. La confiance s'est établie avec le temps. Elle est fondée sur le respect de la confidentialité et sur la mise en œuvre des mesures promises par les partenaires.

Le coordonnateur du partenariat est responsable du processus vital de la communication. Il joue le rôle de principal point de contact pour les partenaires, les habitants, les entreprises, etc., selon le besoin, et les informe au sujet des activités et de la manière dont ils peuvent participer.

La collaboration des partenaires n'est pas structurée de façon officielle, c.-à-d., par l'adoption de protocoles. Elle repose plutôt sur la confiance. Par exemple, les fournisseurs de services participant au partenariat ont trouvé des manières de collaborer et d'échanger l'information requise officieusement, tout en respectant la confidentialité. Ils échangent l'information selon le besoin tout en respectant clairement les principes d'éthique.

Le groupe travaille ensemble pour fixer les objectifs et les priorités liés aux interventions communautaires. Les fournisseurs de services et les habitants de la collectivité transmettent les préoccupations, défis et problèmes aux membres du partenariat, qui planifient les mesures à prendre. Au sein du groupe, on demande aux membres professionnels quelles sont les questions nouvelles et ces derniers aident à déterminer les interventions requises et lesquels des projets existants devraient être maintenus. Les habitants ont également l'occasion de participer au groupe et de jouer un rôle dans l'exécution des activités entreprises dans le cadre du partenariat. Les habitants sont appréciés comme source d'idées et d'information et pour les activités qu'ils accomplissent dans la collectivité.

On s'attache à faire en sorte que le dialogue et la prise des mesures et des décisions se fassent à l'échelle locale. Cet aspect est important parce que les partenaires doivent travailler dans les limites de leurs organismes et si un problème est transféré du niveau local au niveau administratif, cela pourrait ralentir les interventions.

Le coordonnateur du partenariat se charge d'organiser et de mettre en œuvre les activités décidées par celui-ci. Grâce à la présence d'un coordonnateur, les activités du partenariat sont menées rapidement sans alourdir la charge de travail des fournisseurs de services, qui sont déjà fort occupés. Le leadership est l'élément clé dans ce contexte, de même que la tenue de réunions régulières et le maintien d'un contact avec la collectivité, en plus d'une profonde connaissance de celle-ci.

Dans le cadre du partenariat, on met l'accent sur l'action, et non pas sur la planification ou la discussion. Les partenaires ne sont pas tous impliqués dans tous les projets. Les partenaires qui ont l'intention de s'attaquer à un problème précis s'entendent sur le ou les projets à mettre en œuvre et les autres leur donnent des conseils et de l'aide, selon le besoin. Une fois que les plans ont été arrêtés, les principaux partenaires impliqués travaillent avec des habitants de la collectivité pour atteindre les objectifs fixés. Les progrès et les défis sont signalés au groupe et les membres qui n'y participent pas de façon aussi directe offrent un soutien et des opinions.

Les barbecues communautaires ont été l'exception puisque tous les partenaires y assistent pour se faire connaître davantage dans la collectivité et pour apprendre à mieux connaître les habitants et leurs préoccupations.

Partenariats

Le partenariat communautaire a encouragé la conclusion de plusieurs types de partenariats. De façon générale, le partenariat communautaire fait fonction d'organisme-cadre qui a permis à l'ensemble des partenaires de partager des ressources, de l'information et des préoccupations et de fixer des priorités et des objectifs communs. Ainsi, les fournisseurs de services ont pu trouver de nouvelles façons de collaborer les uns avec les autres et de travailler avec les habitants de la collectivité.

Le groupe a également amélioré les relations de travail et les processus d'échange de l'information entre les fournisseurs de services travaillant pour différentes organisations.

Alors que les membres du groupe continuent d'occuper leur poste au sein des organismes de service où ils sont employés, ils ont trouvé des manières différentes de travailler ensemble et de collaborer avec les habitants de la collectivité. Ils sont parvenus à le faire tout en respectant leurs engagements envers leur organisation et la collectivité. Par exemple, par l'intermédiaire du partenariat, les préoccupations au sujet de familles individuelles ou de jeunes personnes peuvent être communiquées aux travailleurs concernés de première ligne et il est plus facile de s'occuper des problèmes ou même de les éviter en assurant un contact continu avec les ressources communautaires appropriées.

On a également établi des partenariats pour des projets précis, dans le cadre desquels les partenaires collaborent avec des habitants de la collectivité pour mettre en œuvre des activités au sein de celle-ci et atteindre des objectifs précis.

De plus, étant donné qu'il s'agit d'un quartier aux ethnies variées, le partenariat a facilité la création de contacts au sein des groupes ethniques, ce qui a aidé les fournisseurs de services à faire preuve d'une plus grande sensibilité dans leurs rapports avec les membres de la collectivité.

Grâce aux succès remportés par le groupe, l'ensemble des partenaires perçoivent aujourd'hui la collaboration comme une chose positive — pour eux-mêmes et pour la collectivité. Par cette coopération, les partenaires ont amélioré leur compréhension de la collectivité. Grâce au partenariat, les fournisseurs de services et les membres de la collectivité sont moins isolés. Ils ont découvert qu'ils ont des préoccupations en commun et sont disposés à conjuguer leurs efforts pour faire une différence. Les fournisseurs de services et les habitants se sentent appréciés. Dans le cas des habitants, l'habilitation et le sentiment qu'ils sont des participants à part entière dans la collectivité ont augmenté leur intérêt pour celle-ci. Ces habitants connaissent aujourd'hui un grand nombre de leurs voisins et ils ont créé un programme d'accueil des nouvelles familles qui viennent s'installer dans la collectivité. Les résidents connaissent également les jeunes gens qui habitent dans le quartier, et lorsqu'une jeune personne suscite des préoccupations, ils savent avec qui communiquer. Ils sont plus confiants qu'auparavant que la personne avec qui ils communiquent réagira rapidement et de façon appropriée. La création de ces sentiments de confiance a été primordiale.

Ressources

Cette initiative a bénéficié de ressources en nature (humaines, financières et autres) fournies par les organisations partenaires et les entreprises locales, de l'aide de bénévoles ainsi que d'un certain financement pour des projets, qui a servi à rémunérer le coordonnateur du partenariat.

Le soutien en nature fourni par les organisations partenaires a inclus du temps de la part de fournisseurs de services ainsi que d'autres services, comme la production de photocopies. Des entreprises locales ont fourni de l'espace gratuit pour le bureau de quartier, ont fait don de matériel pour la campagne de nettoyage du printemps et ont donné de la nourriture pour les barbecues.

Pour que l'initiative continue d'être couronnée de succès, il faut que l'on dispose de ressources adéquates. Une source de financement durable est nécessaire pour maintenir le partenariat. Parmi les ressources nécessaires, il y a l'attribution continue de fonds qui permettent de défrayer les coûts des activités de base (y compris le salaire du coordonnateur, ainsi que des fonds permettant de louer de l'espace de bureau et d'acheter les fournitures nécessaires), le versement continu de dons par des entreprises locales, le soutien en nature continu des organisations partenaires, le bénévolat continu offert par les habitants de la collectivité et quelques ressources limitées pour mettre en œuvre des projets précis.

Le poste de coordonnateur du partenariat est particulièrement important parce que cette personne fait fonction de mécanisme de communication clé et s'assure que l'information est transmise aux partenaires et à la collectivité. De plus, ce coordonnateur assure la visibilité de l'initiative dans la collectivité et offre un leadership uniforme à long terme. Ce poste élimine également le risque d'un « épuisement psychologique », puisque les partenaires ne sont pas obligés de coordonner l'initiative tout en occupant un poste régulier à plein temps.

QUELS ÉTAIENT LES FACTEURS CLÉS QUI ONT CONTRIBUÉ AU SUCCÈS DE L'INITIATIVE?

Financement : L'obtention de fonds pour le poste de coordonnateur, en particulier, a été essentielle pour maintenir le partenariat — sans un employé rémunéré, les partenaires finiraient par se brûler et par souffrir d'épuisement psychologique.

Leadership : Un leadership uniforme à long terme a facilité la création d'un réseau reposant sur la confiance entre les membres.

Programmes/projets efficaces : Les projets répondaient aux préoccupations et problèmes soulevés par la collectivité.

Relations publiques : On a fait en sorte que le partenariat conserve une certaine notoriété et on a souligné les avantages du partenariat auprès des membres de la collectivité, des organisations communautaires et des bailleurs de fonds.

Engagement : Tous les partenaires étaient résolus à travailler ensemble pour améliorer la qualité de vie dans la collectivité.

Confiance : Les partenaires n'hésitaient pas à partager de l'information, et cela leur a permis d'intervenir.

Soutien : Le processus créé a permis de fournir un appui aux partenaires et on a établi des liens entre les activités et les mandats des organisations partenaires.

Collaboration : Le partenariat était ouvert, accueillant et axé sur la collaboration.

Analyse sur place de la durabilité : Collectivité B

APERÇU DE LA COLLECTIVITÉ

Cette collectivité est une région rurale de grande superficie qui englobe 15 petits villages. La population d'environ 2 000 habitants est assez homogène — constituée généralement de résidents — et de nombreuses familles habitent dans la région depuis des générations. L'agriculture et la pêche sont les principales activités économiques, mais durant l'été et l'automne, une autre source de revenu est le tourisme. La collaboration est très forte dans cette collectivité, et depuis longtemps les habitants comptent les uns sur les autres pour obtenir l'aide dont ils ont besoin. Cette attitude est à l'origine d'une forte tradition de bénévolat, ainsi que d'un solide leadership dans la collectivité. Faisant partie d'un groupe minoritaire dans la province, les habitants de cette collectivité ont appris à travailler ensemble pour atteindre des objectifs collectifs.

Cette région fait face à un certain nombre de défis de par la nature de sa base économique et de son statut minoritaire. L'activité économique est saisonnière et assez mal payée et de nombreuses personnes traversent de longues périodes de chômage. Les habitants ont éprouvé des difficultés à obtenir des services dans la langue de leur choix. Il y a eu des préoccupations également concernant le bien-être des jeunes gens dans la région. Il y a peu de possibilités d'avancement, et de nombreux jeunes gens finissent par quitter la région pour faire des études postsecondaires ou pour trouver des emplois à plein temps qui leur conviennent. L'alcoolisme a également été une source d'inquiétude — surtout parce qu'il est à l'origine de problèmes comme la conduite en état d'ébriété, la violence familiale et autres dans la collectivité. D'autres préoccupations dans la collectivité incluent la toxicomanie, la maltraitance d'enfants, l'intimidation et des problèmes liés à l'estime de soi. Historiquement, dans cette région, le nombre de personnes terminant l'école secondaire a toujours été faible. Même si des mesures ont été prises récemment pour contrer ce problème et que le nombre des finissants à l'école secondaire est plus élevé aujourd'hui, les membres de la collectivité continuent d'avoir des préoccupations à cet égard.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION DU CRIME QUE CETTE COLLECTIVITÉ ESSAIE DE MAINTENIR?

Contexte

Le groupe consultatif de la région est à l'origine de l'initiative examinée durant la visite sur place. Le groupe consultatif a été mis sur pied initialement par l'agent local de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), mais aujourd'hui ce comité joue un rôle beaucoup plus étendu et plus autonome. Si la GRC en fait toujours partie, le groupe consultatif est solidement établi dans la collectivité et continuerait d'exister, même si la GRC arrêta d'y participer.

Le groupe consultatif existe depuis 1994 et pendant les premières années, il fonctionnait essentiellement comme un groupe consultatif typique de la GRC. Il se concentrait sur les problèmes immédiats de criminalité et sur la mise sur pied de stratégies de prévention du crime répondant à des situations précises. En 1998, l'agent de la GRC a eu connaissance du fonds de mobilisation des collectivités du Centre national de prévention du crime (CNPC) et a communiqué cette information aux membres du groupe consultatif. La stratégie de développement social holistique prônée par le CNPC était conforme à l'attitude de collaboration communautaire répandue dans la région, et le groupe a décidé de présenter une demande de financement. Le groupe a reçu une subvention du CNPC dans le cadre du Programme de mobilisation des collectivités et a adopté son orientation actuelle. Il a utilisé les fonds du CNPC pour organiser un forum à l'échelle communautaire et a cerné les préoccupations de la collectivité. Ensuite, il a dressé un plan d'action en réponse à ces préoccupations et a lancé une série d'activités et d'événements. Une deuxième consultation communautaire est en voie d'être planifiée pour l'automne 2003 et sera composée de plusieurs forums communautaires ayant des thèmes précis. À cette occasion, on examinera les progrès réalisés depuis l'établissement du plan d'action initial, on discutera des préoccupations actuelles et on dressera un nouveau plan d'action.

La collectivité essaie de continuer à se concentrer sur la prévention du crime. Plus particulièrement, elle tente de continuer à sensibiliser la collectivité à des problèmes comme la toxicomanie, la violence familiale et l'intimidation et elle prend des mesures pour atteindre sa minorité de langue anglaise afin de mieux satisfaire aux besoins de celle-ci et pour obtenir sa participation. Elle a organisé plusieurs événements durant lesquels elle a transmis aux habitants de la collectivité de l'information au sujet des services qui leur sont offerts. Le groupe s'est servi également d'un programme fondé sur les valeurs pour fournir aux membres de la collectivité des façons de combattre collectivement des problèmes liés à l'estime de soi. Dans le cadre de ce programme, les participants apprennent à se parler de façon positive et avec respect.

Nature des activités durables

Le groupe a organisé une foire familiale au cours des trois dernières années. La foire incluait des stands et des kiosques tenus par les fournisseurs de services de la région. À cette occasion, on a aussi organisé des activités axées sur les familles y compris un petit déjeuner communautaire et des jeux et d'autres activités pour les enfants. Le groupe a exploré différentes façons d'intervenir en réponse aux problèmes à l'échelle communautaire y compris le manque de respect de soi et le manque de respect envers les autres. Les recherches qu'il a effectuées l'ont incité à mettre sur pied le programme fondé sur les valeurs. La coordonnatrice du groupe a suivi une formation sur ce programme et a assuré de la formation à d'autres personnes dans la collectivité et dans d'autres collectivités de la région. Les fonds réunis au moyen de cette formation ont servi à maintenir les activités du groupe.

Depuis le forum communautaire, le groupe a organisé un certain nombre de colloques sur des sujets pertinents. Ces colloques ont inclus des ateliers sur la toxicomanie pour les enfants, les adolescents et leurs parents ainsi que des programmes sur les compétences parentales. Diverses initiatives ont également été organisées dans les écoles, y compris

un programme de lutte contre l'intimidation. De plus, de nombreux programmes offerts dans les écoles sont animés ou coanimés par des jeunes afin de permettre en même temps à des jeunes de suivre une formation en leadership. Outre ces initiatives, le groupe a produit un bulletin qu'il a diffusé à toutes les familles dans la région. Ce bulletin tient la collectivité au courant des questions auxquelles le groupe s'intéresse ainsi que de ses activités et il fait la promotion de ces dernières. Huit numéros de ce bulletin ont été envoyés à l'ensemble des habitants de la collectivité (900 bulletins ont été envoyés par le courrier chaque fois).

Le rôle du financement destiné à des projets

Les fonds initiaux provenant du fonds de mobilisation des collectivités du CNPC ont aidé à lancer la série d'activités en cours actuellement. Le groupe existait avant cette subvention, mais les fonds attribués ainsi pour des projets lui ont permis d'organiser un forum communautaire initial, de dresser un plan d'action et de rallier l'appui de la collectivité pour les activités contenues dans le plan d'action. Depuis ce financement initial, le groupe a fait la demande d'autres fonds pour atteindre des objectifs précis tels que ceux fixés dans le cadre du programme de lutte contre l'intimidation. Les fonds attribués à des projets aident également à payer le salaire de la coordonnatrice du groupe. Ce poste est crucial étant donné que la coordonnatrice accomplit pour le groupe une variété de fonctions qui aident à maintenir cette initiative communautaire.

COMMENT CETTE COLLECTIVITÉ A-T-ELLE ASSURÉ LE MAINTIEN DE SON ACTIVITÉ DE PRÉVENTION DU CRIME?

Structures organisationnelles

Le groupe représente toute la collectivité. Il inclut des représentants des organismes d'application de la loi, des domaines de l'éducation et de la santé, du monde des affaires et de la communauté culturelle. Les jeunes gens, les parents et les personnes âgées y sont également représentés. Le groupe est organisé de manière officielle mais fonctionne de façon égalitaire. De plus, la communauté minoritaire de langue anglaise de la région est également représentée au sein du groupe consultatif.

Le groupe a dressé un plan d'action en se fondant sur les résultats du premier forum communautaire. Il s'attache à appliquer une approche représentative. C'est pourquoi il a l'intention de consulter à nouveau la collectivité à l'automne pour examiner les progrès qu'il a réalisés à ce jour et pour planifier les activités futures. Pour accroître et encourager la participation dans la collectivité, le groupe tiendra une série de forums sectoriels à l'automne 2003 en prévision du forum communautaire. Il y aura, par exemple, un forum pour les jeunes, un forum pour les personnes âgées et d'autres pour des groupes spécifiques de la région. Le groupe veut ainsi entendre l'opinion des membres de chaque secteur. Il craint que certaines personnes ne veuillent pas prendre la parole durant de grandes assemblées publiques comme un forum communautaire.

Processus

Le groupe a défini les préoccupations de la collectivité lors du premier forum communautaire. Il a élaboré des initiatives particulières pour mettre en œuvre son plan d'action. Le groupe consultatif se rencontre régulièrement et aide à organiser, à promouvoir et à mettre en œuvre des activités communautaires comme la Journée familiale. La coordonnatrice joue un rôle de soutien clé en tenant tout le monde au courant des activités du groupe consultatif, en accomplissant des fonctions au nom de la collectivité et en identifiant et mobilisant des membres précis de la collectivité (groupes) au cœur d'activités particulières. La coordonnatrice travaille dans un petit bureau fourni par la GRC. C'est elle qui reçoit l'information et qui assure la coordination.

Partenariats

Plusieurs partenariats officieux ont été créés dans la collectivité en réponse à l'initiative du groupe. Dans le cadre d'un nombre limité de ces partenariats, on applique des protocoles précis autres que ceux établis pour la prestation des services. Étant donné que la plupart des activités du groupe sont de nature éducative, peu de partenariats officiels ont dû être établis.

Les partenaires collaborent généralement et fournissent toute l'aide qu'ils peuvent donner. Ils partagent des ressources et de l'information. Les partenariats reflètent la tradition de bénévolat dans la collectivité. Les gens coopèrent depuis longtemps dans la région, et les gens prêtent main-forte lorsqu'on leur demande de l'aide. La confiance est un aspect clé des partenariats, puisque les personnes impliquées se connaissent et ont travaillé ensemble par le passé.

Les gens forment des partenariats pour assurer notamment de la coordination, de la coopération et de la collaboration, mais cela dépend de la nature précise de l'activité et du rôle que les partenaires individuels sont censés jouer. Par exemple, les écoles collaborent dans le cadre des programmes destinés aux élèves et à leurs parents, tandis que d'autres partenaires jouent des rôles moins centraux dans ces initiatives. Parallèlement, le centre de santé local peut jouer un rôle primordial dans le contexte d'un atelier organisé dans une école et ayant pour thème la santé mentale ou la toxicomanie. L'importance est que ces partenariats sont fluides et que les gens dans la collectivité savent qu'ils peuvent compter les uns sur les autres.

Ressources

Pour assurer le fonctionnement continu et la durabilité du groupe, il faut des ressources adéquates. Cela inclut le salaire de la coordonnatrice et des fonds pour des projets précis. Jusqu'à présent, les fonds attribués aux projets ont permis de financer le salaire de la coordonnatrice. Il est nécessaire de disposer d'une source de fonds continue pour ce poste. Les organismes partenaires fournissent un soutien en nature — espace de bureau, téléphone, Internet, photocopies, etc. Des entreprises locales ont fourni de la nourriture et d'autres matériels dans le contexte des initiatives précises entreprises par le groupe. Durant les périodes de faible activité (entre les projets), un autre organisme dont fait partie

la coordonnatrice a aidé à payer son salaire. La coordonnatrice aide également à obtenir des fonds en offrant différents programmes de formation à d'autres collectivités dans la province et la région.

QUELS ÉTAIENT LES FACTEURS CLÉS QUI ONT CONTRIBUÉ AU SUCCÈS DE L'INITIATIVE?

Financement : Le financement est crucial à la fois pour engager un coordonnateur et pour mettre en œuvre des projets précis. D'autres groupes consultatifs de la GRC dans la province n'ont pas réussi aussi bien que ce groupe, parce qu'ils ne disposaient pas de coordonnateurs à plein temps. Sans un coordonnateur rémunéré, la tâche consistant à coordonner les activités du groupe et à mettre en œuvre le plan d'action incomberait à des bénévoles déjà surmenés. L'absence d'un tel financement compromettrait sérieusement la durabilité. Il est nécessaire d'obtenir des fonds destinés à des projets pour appuyer des activités particulières comme la publication de bulletins, l'organisation d'une foire familiale et des ateliers spéciaux. Il est nécessaire aussi de disposer de fonds pour financer des ressources cruciales comme le programme fondé sur les valeurs.

Leadership : Dans cette collectivité, la notion de leadership a plusieurs significations. Un leadership communautaire est exercé par l'entremise d'institutions établies comme des églises, des écoles, un centre de santé, des groupes culturels et la police. Sur le plan individuel, des personnes particulières dans chacun de ces secteurs doivent exercer leur jugement et appuyer les initiatives collectives. Dans cette collectivité, la longue tradition de collaboration a créé une culture où la participation civique est normale et encouragée. Les habitants peuvent notamment se porter volontaires pour siéger à tour de rôle à divers comités communautaires ou pour participer à des projets.

Coordonnateur : Le poste de coordonnateur du groupe est critique pour assurer le succès et la durabilité à long terme de l'initiative. La personne qui occupe ce poste fait fonction de véhicule pour la transmission de l'information en informant les membres appropriés de la collectivité des divers besoins et des différentes activités. Cette personne joue également un rôle crucial en mobilisant des ressources communautaires à l'appui d'activités collectives. Finalement, cette personne est le visage public du groupe consultatif dans la collectivité. Il s'agit d'une personne connue en qui on a confiance plutôt que d'un comité anonyme. Elle aide à maintenir le lien entre la collectivité et le groupe et ses projets. Le fait que cette personne soit connue dans la collectivité et possède la crédibilité nécessaire est également l'un des facteurs clés du succès du poste.

Activités utiles : Les membres de la collectivité ont réagi favorablement à l'initiative du groupe parce qu'il est impliqué dans des projets qui sont utiles à leurs yeux et qui satisfont à de réels besoins. Lorsqu'on leur a demandé quelles initiatives échouent dans la collectivité, ils ont répondu que celles dont l'attrait était limité étaient vouées à l'échec parce qu'il n'y avait pas suffisamment de soutien pour maintenir l'intérêt envers elles.

Prise en compte des préoccupations de la collectivité : Le groupe a commencé par organiser un forum communautaire. Le plan d'action repose sur les préoccupations de la

collectivité. Cela a eu pour effet de légitimer l'initiative dans la collectivité, et le groupe s'appuie sur cette perception pour obtenir le soutien et la participation de la collectivité. Le soin et la diligence avec lesquels on planifie la prochaine série de consultations communautaires et le prochain forum communautaire montrent à quel point il est important de tenir compte des préoccupations de tous les segments de la collectivité.

Visibilité : Le fait de disposer d'une coordonnatrice bien connue et de bénéficier d'une présence visible dans la collectivité sont également extrêmement importants pour assurer la durabilité de cette initiative. Les bulletins communautaires étaient considérés comme un moyen très utile et important de tenir les habitants de la collectivité au courant des activités du groupe et de ses projets. Avoir un bureau sur la rue principale est également important. Les gens ont le sentiment qu'ils peuvent simplement y entrer, faire connaître leurs préoccupations, qu'ils seront pris au sérieux et que l'on interviendra. Ils savent également que la coordonnatrice s'y trouve et est accessible.

Tradition de collaboration et de bénévolat : Il s'agit d'une caractéristique de la région. Les habitants s'attendent à s'entraider et on a appris à répondre à leurs propres besoins. Le fait qu'il s'agit d'une communauté minoritaire qui a dû lutter pour préserver son identité contribue au sentiment de communauté et renforce l'esprit collectif et la longue tradition de bénévolat.

Partenariat et relations personnelles : Les gens dans cette collectivité se connaissent et travaillent les uns avec les autres depuis longtemps. Il y a une profonde confiance entre eux, qui tient au fait de vivre dans une petite collectivité et de faire face ensemble à des défis communs. Les relations personnelles transcendent les relations professionnelles dans cette collectivité, et les gens y travaillent ensemble pour atteindre des objectifs collectifs.

Succès dès le départ : En plus de la visibilité de l'initiative, le fait d'obtenir du succès dès le départ était considéré comme important. Les discussions lors du forum communautaire se sont traduites rapidement par des mesures concrètes. Les gens sont témoins d'activités qui augmentent la crédibilité de l'initiative et qui les encouragent à y consacrer plus de temps et d'énergie.

Analyse sur place de la durabilité : Collectivité C

APERÇU DE LA COLLECTIVITÉ

Le nombre d'habitants dans cette collectivité éloignée des Premières nations est d'environ 1 400, y compris plus de 800 enfants ayant moins de 16 ans.

Cette collectivité fait des efforts depuis longtemps, et plus particulièrement depuis les années 1970, pour régler ses problèmes. À la fin des années 1970, cette collectivité était considérée comme un endroit où il y avait énormément de violence. Toutefois, depuis cette époque, les membres de la collectivité ont réussi à réduire les problèmes de criminalité, même s'ils s'accordent pour dire qu'ils font toujours face à d'importantes difficultés.

Au cours des années récentes, la collectivité a développé davantage sa structure de gouvernance. Elle a assumé la responsabilité au niveau local pour l'éducation et la prestation de services de santé et de bien-être social. Elle a pris des mesures pour réduire la consommation de substances intoxicantes et la toxicomanie — un problème qui inquiète de nombreux membres de la collectivité, y compris les aînés et d'autres dirigeants communautaires. La collectivité a construit un bureau pour la bande, une école, un centre de santé et des logements pour les aînés. Elle a aussi construit récemment un aréna et la collectivité dispose maintenant d'un programme de hockey dynamique auquel participent de jeunes gens ainsi que des adultes.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION DU CRIME QUE CETTE COLLECTIVITÉ ESSAIE DE MAINTENIR?

Contexte

Actuellement, les activités de prévention du crime sont dirigées par le comité de justice de la collectivité, qui a été créé parce que la collectivité souhaitait mettre au point des méthodes d'intervention appropriées en réponse aux problèmes liés aux jeunes délinquants. À l'origine, le comité de justice élaborait des programmes par l'intermédiaire de la commission de police, mais cette tâche a été transférée ensuite à ce comité constitué de bénévoles. Ce sont les expériences du comité de justice qui l'ont amené à se concentrer sur la prévention du crime et les jeunes. En effet, le comité a constaté qu'il avait affaire sans cesse aux mêmes jeunes et que ces derniers souffraient de multiples problèmes dans leur vie. Le comité s'est inspiré également d'une tradition culturelle autochtone selon laquelle la collectivité assume la responsabilité pour ses enfants et adolescents. Il voulait éviter que ces jeunes commettent d'autres crimes et faire en sorte que la collectivité soit un endroit sûr. La philosophie qu'il a adoptée met l'accent sur la guérison de la famille et de la collectivité et pas juste de la jeune personne, et le comité a engagé un coordonnateur de prévention du crime à temps partiel.

Les membres du comité ont commencé par examiner la criminalité à l'échelle locale et ont constaté que les crimes contre les biens, les agressions et la conduite en état d'ébriété étaient fréquents. Deux formes de violence suscitaient des préoccupations particulières : l'intimidation à l'école — la violence entre des jeunes — et la violence familiale. Ils ont également constaté qu'un grand nombre des crimes contre les biens étaient perpétrés par des jeunes. Ces crimes étaient dus en partie à l'ennui que ressentait les jeunes et à un manque d'activités dans la collectivité pour eux.

Ainsi, le comité a commencé à se concentrer sur les besoins des jeunes et les problèmes auxquels ils font face. Dans le cadre de l'initiative, on a adopté une perspective élargie des besoins des jeunes en incluant des aspects comme l'école, la santé, les services à la famille et à l'enfance et les loisirs. L'éventail des activités de prévention du crime entreprises était assez vaste et incluait des programmes de formation et d'éducation, un programme de co-patrouille dans le cadre duquel les jeunes accompagnent la police, de la médiation (solutions de rechange), des programmes de visite et de soutien pour les jeunes en détention, un camp sur les compétences parentales pour de jeunes parents et des camps de loisirs en plein air et des activités de loisirs (hockey, journées familiales, club parascolaire). Ce ne sont pas uniquement les personnes œuvrant dans le domaine de la prévention du crime qui se sont intéressées ainsi aux jeunes, mais d'autres groupes également -- on a créé un conseil de la jeunesse dirigé par un jeune chef, on a organisé une conférence pour les jeunes et on a lancé une initiative sur le bien-être des jeunes. De plus, le conseil de bande a créé le prix du jeune de l'année.

En plus d'assurer la prévention du crime par le développement social, le conseil de bande a aussi pris des mesures de renforcement des cibles. Il a adopté un règlement sur le bruit, pour réduire les problèmes causés par la tenue de fêtes, a adopté un règlement plus officiel instituant un couvre-feu pour les jeunes, a élaboré des lignes directrices sur les services à la famille, qui permettent de ramasser les jeunes qui sont à l'extérieur tard le soir, et a adopté des règlements sur le trafic et le zonage pour réduire d'autres conflits. Il a également engagé quatre agents qui se chargent d'effectuer des patrouilles de sécurité.

Nature des activités durables

Le comité de justice et le travailleur en prévention du crime ont lancé un certain nombre de projets, d'événements et d'initiatives. L'effort déployé pour assurer une intervention coordonnée auprès des jeunes, en réponse à leurs besoins, s'est révélé durable. Ils ont suscité un engagement vis-à-vis des jeunes et vis-à-vis de la création d'un processus de changement à long terme. Cet engagement envers les jeunes repose sur une philosophie d'acceptation de la responsabilité. On assume notamment la responsabilité de ce qui se passe dans la collectivité et on accepte comme une responsabilité personnelle le bien-être de soi et d'autrui. Selon eux, cela s'est traduit par une diminution de la criminalisation des délinquants et par une intervention plus humaine. Le comité a d'abord établi des liens officieux et plus tard des liens officiels avec d'autres organisations dans la collectivité. Le comité entretient des liens avec le conseil de bande par l'intermédiaire du conseiller responsable des questions de justice et des liens avec les secteurs de la santé et du bien-être par l'entremise du travailleur associé au programme Grandir ensemble et a invité

des travailleurs des services à la famille et du Centre de santé à participer. Il a assuré la liaison avec l'école par l'intermédiaire du coordonnateur actuel dans le domaine de la justice.

L'approche adoptée face à la criminalité met l'accent sur des solutions de rechange au système de justice officiel. Cette approche repose notamment sur la croyance que de nombreux problèmes ne peuvent être résolus en passant par le système de justice officiel. Le crime est perçu comme ayant de multiples causes et comme étant relié à la fois à des facteurs familiaux et communautaires.

Le rôle du financement destiné à des projets

Des projets ont été lancés par ce groupe. Toutefois, comme ils le font remarquer eux-mêmes, ces programmes sont limités et ne tendent pas à se poursuivre une fois que le financement est terminé. À l'inverse, la philosophie consistant à accepter une certaine responsabilité et à créer des liens avec d'autres professionnels est appliquée de façon constante. Or, les projets sont utiles pour un certain nombre de raisons. Les projets sont de plus courte durée et offrent des possibilités de réussite. Ces succès aident à valider les efforts de prévention du crime, maintiennent l'engagement des travailleurs et attirent d'autres personnes. Les projets sont utiles également parce qu'ils permettent de combler les lacunes dans la collectivité et de satisfaire aux besoins de particuliers. Les programmes sont conçus en réponse à des besoins immédiats et pour fournir les compétences et connaissances nécessaires pour apporter des changements à long terme. Cette affirmation est vraie également dans le cas des camps culturels et d'enseignement de compétences parentales. De plus, des programmes comme les journées familiales, qui ont été offerts entre Noël et le Nouvel an ont donné lieu à une nette réduction des introductions par effraction durant la période. Les programmes de lutte contre l'intimidation et d'autres programmes éducationnels ont permis d'accroître la sensibilisation et l'acquisition de connaissances — éléments qui préparent le terrain à des initiatives futures et à la réalisation de l'objectif visant à apporter des changements à long terme.

COMMENT CETTE COLLECTIVITÉ A-T-ELLE ASSURÉ LE MAINTIEN DE SON ACTIVITÉ DE PRÉVENTION DU CRIME?

Structures organisationnelles

Les activités de prévention du crime relèvent du comité de justice. Ce comité emploie un coordonnateur de la justice à temps partiel et a engagé un travailleur de prévention du crime qui se charge de surveiller les activités dans ce domaine. Le recrutement de ce coordonnateur s'inscrit dans l'engagement de la bande d'assumer une plus grande responsabilité pour les questions liées à la justice et la bande a réservé certains des fonds de base au poste du coordonnateur. Les autres membres du comité sont des bénévoles, à l'exception du conseiller de bande responsable de la justice. Grâce à la participation de ce conseiller, le comité a accès au conseil de bande et peut échanger de l'information avec lui au sujet des activités, des réalisations et des projets pour l'avenir. Le comité a encouragé d'autres personnes à y siéger volontairement et a donc établi des liens avec les

services de police, le secteur de la santé et les services à la famille. Il a également demandé au coordonnateur de la justice de se joindre au comité d'école, ce qui lui permet d'assurer la liaison avec l'administration de celle-ci. Le processus consiste à créer graduellement des relations et des soutiens. Le comité a créé un comité interorganismes pour échanger de l'information et faire appel à lui pour formuler une vision commune et élaborer des plans et de nouveaux projets. L'échange d'information aide à créer de nouveaux partenariats.

Processus

Le comité de justice est responsable au premier chef du programme de médiation. Ce programme génère des fonds au moyen de la location de salles et met l'accent sur des solutions de rechange au système pénal officiel en réponse à la criminalité dans la collectivité. Ce rôle permet au comité de réunir de l'information sur la criminalité et sur les préoccupations s'y rapportant et d'évaluer ce qu'il y a lieu de faire à court et à long terme et de créer les soutiens nécessaires (ressources humaines, en nature et financières). Les réunions du comité interorganismes permettent également de transmettre de l'information à d'autres groupes et d'obtenir d'autres appuis. La liaison assurée avec l'école permet à celle-ci de participer et s'est révélée une façon utile de mieux s'occuper des questions liées aux jeunes. On assure aussi régulièrement la liaison avec le conseil de gestion des services de police et un réseautage avec les membres locaux de la GRC, qui participent également à différentes activités de prévention du crime au sein de la collectivité (à des joutes de hockey p. ex.).

Partenariats

Le comité de justice a commencé à prendre des mesures dynamiques pour conclure des partenariats. Son activité initiale visait à sensibiliser les gens à la prévention du crime et à obtenir un soutien pour celle-ci et à adopter une approche de développement social dans ce contexte. Cela a donné lieu à un certain nombre de projets et d'activités conçus pour mieux faire connaître les efforts de prévention du crime dans la collectivité. La prochaine étape de la création de partenariats a été d'intégrer des membres de différents secteurs au comité de justice et de faire participer des membres de celui-ci à des comités dans d'autres secteurs. On y est parvenu entre autres en faisant mieux connaître la nécessité de prévenir le crime et grâce aux succès remportés rapidement. Jusqu'à présent, des partenariats ont commencé à être conclus de façon plus officielle avec :

- les services de police
- le secteur de la santé
- les services à la famille
- le conseil de bande
- les organismes de loisirs
- les jeunes et le conseil de la jeunesse
- des membres de la collectivité (bénévoles assurant un encadrement et bénévoles dans le cadre du programme Alerte)
- les écoles (très récemment)

Ressources

Le comité de justice est à l'origine de l'initiative de prévention du crime mais son activité principale était de créer des solutions de rechange au système de justice officiel (médiation) et de surveiller l'application des accords de médiation. Le comité a reçu des fonds du CNPC et de la bande. Il a utilisé les fonds destinés à des projets pour engager le coordonnateur des activités de prévention du crime et pour jeter les bases de la campagne de sensibilisation. La plupart des membres étaient des bénévoles, mais le coordonnateur était rémunéré. Le comité disposait d'une petite quantité de fonds provenant de la location de salles pour les médiations. On s'est servi des fonds attribués aux projets pour créer des programmes dont le comité espérait qu'ils seraient confiés à des professionnels et bénévoles dans différents secteurs pour qu'ils en assurent l'exécution. La bande a également fourni de l'espace de bureau et un important soutien en nature — photocopies, téléphones et fournitures de bureau.

Les membres du comité de justice avaient des préoccupations concernant l'obtention des ressources requises. Ils avaient le sentiment que même si d'importants changements étaient survenus, ils avaient besoin de plus de temps pour élaborer la stratégie de prévention du crime et pour mettre au point des projets qui pourraient devenir autosuffisants. Ils trouvaient que le financement d'année en année était problématique. Ils n'étaient jamais certains de ce qu'ils pourraient faire ou ne pas faire chaque année et ils ont passé beaucoup de temps à chercher d'autres sources de financement.

QUELS ÉTAIENT LES FACTEURS CLÉS QUI ONT CONTRIBUÉ AU SUCCÈS DE L'INITIATIVE?

Leadership : Cet élément a contribué de façon essentielle au succès du projet puisqu'il s'agissait du moteur du processus et a encouragé de nombreuses autres personnes à participer. La qualité du leadership a motivé d'autres personnes à s'impliquer et a encouragé les bénévoles à poursuivre leurs efforts malgré l'opposition de certains membres de la collectivité qui trouvaient que l'on consacrait trop de temps et d'argent à des jeunes ayant des démêlés avec la justice. Il y avait également un important soutien réciproque parmi les membres du comité de justice, ce qui leur a permis de régler divers problèmes et questions.

Engagement : Le comité était d'accord pour dire que sans le dévouement du coordonnateur et des bénévoles, le processus n'aurait pas pu être lancé.

Succès dès le départ : Ces succès ont aidé à valider les efforts de réduction de la criminalité et ont également aidé à créer un engagement vis-à-vis de la prévention du crime au sein de la collectivité et parmi les bénévoles.

Compétences/connaissances/sensibilisation : Ces éléments représentaient des aspects cruciaux du processus. Avant que la prévention du crime puisse être intégrée à l'approche de la collectivité face à la criminalité, il fallait informer les gens des méthodes

de prévention du crime (développement social et renforcement des cibles), améliorer les compétences de gestion des programmes et créer une base de personnes formées qui, à leur tour, pourraient former d'autres personnes.

Ressources : Les ressources étaient essentielles en ce sens qu'elles ont permis de recruter le coordonnateur de la justice et le travailleur en prévention du crime. Elles étaient essentielles également pour permettre la mise en œuvre des différents projets prévus par le comité de justice.

Analyse sur place de la durabilité : Collectivité D

APERÇU DE LA COLLECTIVITÉ

Cette ville portuaire de taille moyenne a une population de plus de 120 000 habitants, qui habitent tous dans un rayon de 50 kilomètres. La ville est le centre d'une vaste région. Chaque année, quelque 3 400 personnes provenant d'établissements correctionnels se trouvant dans la région sont libérées dans cette collectivité.

Lors d'une réunion organisée en 1995 par l'organisme responsable, 60 représentants de différents secteurs ont déterminé qu'il était nécessaire de mettre sur pied des programmes pour les jeunes et les familles de cette collectivité. La criminalité parmi les jeunes et notamment une augmentation des taux de violence perpétrée par des adolescents étaient considérées comme une grave préoccupation. Les participants à un groupe de discussion ont également souligné le manque de ressources pour ces jeunes gens et leurs familles. L'intimidation, la violence dans les fréquentations et la violence familiale étaient également identifiées comme des préoccupations dans la collectivité.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION DU CRIME QUE CETTE COLLECTIVITÉ ESSAIE DE MAINTENIR?

Contexte

L'initiative dont il est question ici a été lancée à la suite de la réunion organisée en 1995 par l'organisme local responsable. On a établi un comité directeur qui incluait 10 des personnes qui avaient participé à l'atelier. C'est dans une large mesure grâce au directeur exécutif de cet organisme que l'initiative a été lancée. Il a affirmé publiquement que si la collectivité voulait créer un plus grand nombre de programmes pour les jeunes et leurs familles, elle devrait fournir les ressources nécessaires. Il a dit qu'il commencerait au sein de son propre organisme et qu'il ne demanderait pas à d'autres de faire des choses que lui-même n'était pas prêt à faire. Ainsi, il est allé voir les 40 membres de son personnel et leur a demandé de faire don d'un certain nombre d'heures au projet. Vingt membres du personnel ont accepté de se porter volontaires. Puis, 20 autres bénévoles ont été recrutés dans la collectivité. Pour diverses raisons, une entité distincte (le Centre) a été créée pour diriger les programmes destinés aux jeunes et aux familles.

Le Centre offre des programmes d'éducation et thérapeutiques aux jeunes et à leurs familles, ainsi que de la formation de haute qualité aux prestataires professionnels de soins dans la collectivité. Le Centre a commencé par dispenser une série de programmes de thérapie cognitive du comportement, portant notamment sur la gestion de la colère, à la fois pour les adolescents et leurs parents, ainsi qu'un programme de soins familiaux qui visait à améliorer le fonctionnement des familles et à leur fournir un soutien. À mesure que l'initiative évoluait, le Centre a été prié par divers membres et groupes de la collectivité d'essayer de répondre à des besoins additionnels. Par conséquent, on a mis au point et offert une série d'autres programmes. Ceux-ci incluaient un programme qui améliore les

compétences sur le plan social et affectif, un programme de sensibilisation aux drogues, ainsi qu'un programme d'ateliers offerts en été et qui fournit aux jeunes l'occasion d'acquérir des compétences et de l'expérience, un programme de dissuasion du vol, y compris du vol à l'étalage, un programme de prévention des rechutes destiné aux personnes qui par le passé ont eu des démêlés avec la justice, et un programme portant sur le système de justice applicable aux jeunes et ses mécanismes, destiné aux jeunes et à leurs parents. Le Centre est en train d'ajouter un certain nombre de nouveaux programmes, y compris un programme de lutte contre l'intimidation et la haine, un programme visant à dissuader les jeunes de mentir et de voler, un programme encourageant l'adoption d'attitudes responsables et un programme de sensibilisation à la violence familiale et de prévention de la violence.

En plus de ces programmes cognitivo-comportementaux, le Centre a également mis sur pied un groupe de soutien aux familles qui encourage les proches de personnes qui ont été incarcérées à se réunir pour obtenir de l'aide et pour faire l'acquisition de compétences sociales. Un programme de visites au pénitencier est également offert à ces personnes pour leur permettre de visiter leurs proches incarcérés. L'établissement correctionnel se trouve assez loin, et il est donc difficile pour certains membres de la collectivité de s'y rendre. Le Centre offre également un programme intensif d'intégration et d'apprentissage social et de soutien à la famille (école parallèle) pour les jeunes qui attendent de retourner au système scolaire régulier. Le Centre offre des services dans les écoles et a créé un programme de stages pour les jeunes qui met l'accent sur l'amélioration des compétences et l'expérience de travail pour les jeunes gens.

Nature des activités durables

Les activités dispensées par le Centre répondent directement aux besoins définis par la collectivité ou à des requêtes particulières venant de groupes ou d'organismes communautaires comme des écoles qui demandent la mise sur pied de programmes. Une fois que les besoins ont été recensés, le personnel du Centre fait des recherches pour déterminer s'il y a déjà des programmes appropriés. Ces employés ont collaboré avec des représentants du Service correctionnel du Canada pour repérer des programmes qui ont été évalués et qui se sont avérés efficaces. Un grand nombre de ces programmes reposent sur les principes de l'apprentissage cognitif. On cherche à obtenir des fonds pour acheter les programmes appropriés ou pour inscrire des bénévoles à de la formation qui leur enseignera comment dispenser un programme particulier. S'ils ne trouvent aucun programme pouvant satisfaire à un besoin particulier, les employés du Centre élaborent leur propre programme et puis paient des travailleurs sociaux professionnels dans la collectivité pour le faire accréditer.

Essentiellement, tous les programmes du Centre sont mis au point en réponse à un besoin défini et reposent sur le principe que les membres de la collectivité sont suffisamment convaincus du besoin du programme qu'ils fourniront les ressources matérielles et humaines nécessaires à sa prestation. Les fonds limités requis sont nécessaires pour acheter des programmes établis et le matériel utilisé dans le cadre de ceux-ci (brochures, etc.) ou pour assurer la formation d'employés sur la façon de dispenser un programme

particulier. Cela a pour effet de solidement ancrer les programmes dans la collectivité, parce qu'ils ne pourraient pas fonctionner sans un important soutien communautaire.

Le rôle du financement destiné à des projets

La mise sur pied de projets constitue une façon d'obtenir les fonds pour acheter les programmes requis, pour payer l'accréditation des programmes créés à l'échelle locale, pour financer la formation nécessaire ou pour acheter le matériel requis. Ainsi, les exigences financières du Centre ne représentent réellement qu'une fraction de la valeur ajoutée qu'apporte le Centre à la collectivité. Le Centre a dressé une longue liste de bailleurs de fonds communautaires, provinciaux et fédéraux, mais a pour politique de ne demander des fonds à un bailleur de fonds que tous les deux ans, afin de ne pas créer un fardeau trop lourd pour ces derniers. Il évite également de demander des fonds devant servir à louer de l'espace pour les rencontres ou à payer les salaires du personnel. Cette attitude contribue énormément à sa capacité de réunir des fonds, car il peut montrer aux organismes qui lui fournissent un soutien comment il dépense leurs fonds. Il peut également montrer l'important soutien en nature qu'il reçoit de la collectivité. Finalement, il peut montrer qu'après avoir obtenu les fonds de démarrage initiaux, les exigences financières du programme sont minimes. Ces fonds plus modestes sont plus faciles à obtenir de façon continue, puisque les organisations abordées savent exactement à quoi servira l'argent.

COMMENT CETTE COLLECTIVITÉ A-T-ELLE ASSURÉ LE MAINTIEN DE SON ACTIVITÉ DE PRÉVENTION DU CRIME?

Structures organisationnelles

Le Centre a un comité consultatif, mais relève de l'organisme responsable et de son conseil d'administration. Cet organisme dispense depuis longtemps des services dans cette collectivité et bénéficie du soutien de nombreux organismes et de nombreuses organisations communautaires. Toutes les activités du Centre sont approuvées par le conseil d'administration de l'organisme responsable et sont surveillées par son directeur exécutif.

Processus

Il n'y a aucun processus officiel en place pour relever les besoins de la collectivité. Cette question a été explorée durant des séances du groupe de discussion ainsi qu'au cours des entrevues. L'explication qui a été fournie au sujet de la manière dont les besoins sont définis laisse entendre que les bénévoles travaillant au Centre ont des liens extrêmement étroits avec la collectivité et communiquent souvent avec leurs clients et collègues. Les demandes de création de programmes nouveaux ou additionnels sont transmises directement au Centre ou sont communiquées par l'intermédiaire des bénévoles qui dispensent les programmes.

Partenariats

Le Centre a une liste impressionnante de partenaires. Lorsque nous avons posé des questions au sujet des sphères de compétence parmi les organismes fournissant des services à des segments similaires de la population, le Centre a insisté qu'il ne fournit aucun service en double. Les employés du Centre essaient de trouver des services existants pour répondre aux besoins définis et aiguillent ensuite les clients vers ces services. Le Centre aide également ses collègues à réunir des fonds et à obtenir des conseils professionnels, sur demande. Les membres du groupe de discussion ont souligné l'absence de concurrence dans la collectivité à cet égard, ainsi que le rôle positif joué par le Centre.

Ressources

La collectivité fournit la plupart des ressources requises pour dispenser les programmes du Centre. Cela inclut l'espace physique où les programmes sont assurés et les bénévoles qui se chargent de leur prestation. Par conséquent, le besoin de ressources financières est limité aux frais de démarrage non récurrents engagés pour trouver ou mettre au point un programme approprié et aux frais de formation des bénévoles qui l'administreront. Les coûts continus sont ceux associés au matériel utilisé dans le cadre du programme, et ces frais aussi sont minimes. Le Centre dispose d'une longue liste de bailleurs de fonds potentiels et antérieurs à qui il fait appel à l'occasion et uniquement pour de petits montants qui servent à défrayer le coût d'articles précis comme le matériel utilisé dans le contexte des programmes. Bien que l'obtention d'un financement continu constitue un défi, cette organisation a réduit considérablement ce besoin, comparativement à d'autres projets ou initiatives qui nécessitent des montants beaucoup plus importants.

QUELS ÉTAIENT LES FACTEURS CLÉS QUI ONT CONTRIBUÉ AU SUCCÈS DE L'INITIATIVE?

Leadership : L'organisme responsable a assuré un leadership à long terme, uniforme et reposant sur une vision claire. Elle a su gagner la confiance de la collectivité et spécialement de ses partenaires.

Programmes utiles : Les programmes du Centre répondent à de réels besoins dans la collectivité et, par conséquent, attirent des bénévoles et un soutien.

Programmes efficaces : Les programmes sont adaptés aux besoins des bénéficiaires et dispensés de façon respectueuse. Par conséquent, les clients sont très satisfaits et de nombreuses personnes sont encouragées à participer au programme en tant que bénévoles.

Souplesse : Le Centre surveille bien ses programmes et les adapte rapidement en fonction des besoins changeants. Ces programmes continuent donc d'être pertinents.

Engagement : Les partenaires sont résolus à travailler ensemble pour améliorer la qualité de vie dans la collectivité.

Confiance : Le Centre jouit d'une crédibilité au sein de la collectivité ainsi qu'auprès d'autres fournisseurs de services et des organismes de financement.

Réputation : Le Centre a pris un solide engagement vis-à-vis de ses clients et fait preuve d'intégrité dans la collectivité. Il accorde la priorité à ses clients et fait ce qui est nécessaire pour répondre aux besoins de la collectivité. Cette attitude explique la confiance dont il jouit.

Ressources : Le Centre parvient à obtenir les ressources en nature et financières dont il a besoin de façon continue. Il y a une liste d'attente de bénévoles ainsi qu'une liste d'attente de personnes désireuses de s'inscrire à ses programmes. Il a également une stratégie unique de collecte de fonds qui prévoit notamment la prestation de formation professionnelle très nécessaire à d'autres professionnels œuvrant dans le domaine des services dans la collectivité.

Analyse sur place de la durabilité : Collectivité E

APERÇU DE LA COLLECTIVITÉ

Il y a quelque 12 000 habitants dans cette ville de taille moyenne, où l'on trouve plus de 2 000 enfants et jeunes de 0 à 18 ans. La population appartient essentiellement à la classe moyenne et moyenne supérieure, en partie à cause d'un manque de logements abordables pour des familles à plus faible revenu. La ville est étendue et n'a pas de système de transport en commun. Il est donc difficile pour les jeunes gens de se déplacer.

Initialement, le souhait était d'améliorer la qualité de vie des jeunes gens de la collectivité. Il y avait peu de problèmes graves de criminalité — la consommation de drogue et d'alcool et les fêtes organisées dans les bois soulevaient des préoccupations — mais les jeunes, pour la plupart, n'étaient pas vraiment très visibles dans la collectivité.

En réponse à des questions soulevées par les jeunes, la collectivité a décidé de mener un sondage parmi ses jeunes habitants. Le sondage a révélé qu'un grand nombre des éléments qui contribuent au développement positif et au bien-être des jeunes étaient absents dans cette collectivité.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION DU CRIME QUE CETTE COLLECTIVITÉ ESSAIE DE MAINTENIR?

Contexte

Les jeunes de cette collectivité ont été actifs par le passé. Ils ont soumis une pétition au conseil municipal en vue de la construction d'un planchodrome et leurs efforts ont été couronnés de succès. L'initiative actuelle a été lancée après que des jeunes eurent demandé des fonds à un organisme bénévole regroupant des chefs de file du milieu des affaires et des milieux professionnels pour financer un camp de leadership, dont l'objectif était de former des jeunes pour qu'ils jouent un rôle de leadership dans les écoles et dans la collectivité en général. La présentation à cet organisme a été accueillie favorablement, et le camp a été financé. Les questions soulevées par les jeunes durant la présentation ont incité un certain nombre d'adultes présents à réfléchir à ce qu'ils avaient entendu au sujet des préoccupations des jeunes gens dans la collectivité. Plusieurs de ces adultes avaient connaissance des documents produits par le Search Institute sur la création de ressources dans les collectivités. Un certain nombre de membres actifs de la collectivité ont été consultés avant que l'on décide de tenir une réunion à l'échelle de la collectivité. On a présenté des arguments convaincants concernant la nécessité d'agir et on a dressé un plan visant à faire l'inventaire des ressources communautaires. Cela a conduit à la mise sur pied de l'initiative de développement des ressources (IDR). On a mené un sondage auprès des jeunes dans la collectivité et on a appris que 18 des 40 ressources développementales définies par le Search Institute n'étaient pas suffisamment développées dans la collectivité. Plus précisément, le sondage a révélé que les jeunes se

se sentaient isolés et peu appréciés et qu'il y avait un manque de contacts entre les générations. De plus, les jeunes ne se sentaient pas en sécurité à l'école et ne se sentaient pas les bienvenus dans la collectivité en général.

Les résultats du sondage ont été largement diffusés et ont servi de base à une mobilisation à l'échelle de la collectivité. La municipalité a payé le salaire d'une coordonnatrice à temps partiel et a fourni de l'espace de bureau à l'hôtel de ville. La coordonnatrice qui était dévouée et dynamique s'est avérée être une force dans la collectivité et a su obtenir l'appui de la ville et des groupes de bénévolat locaux. L'IDR a donné lieu à un certain nombre de programmes ayant pour but de créer des ressources dans la collectivité. Ces ressources incluaient un club de conférenciers pour les jeunes, des classes de leadership à l'école secondaire, un programme d'accueil invitant des personnes âgées à visiter les écoles et un club de rencontre au petit déjeuner. À mesure que des ressources étaient développées, la nécessité d'offrir plus d'activités de loisirs dans la collectivité a mené à la création d'un club pour les jeunes de la ville. La ville a fait don d'un bâtiment, qui a été rénové avec des matériaux fournis gratuitement et de la main-d'œuvre bénévole. Alors qu'on se concentrait sur la création de ce club, l'IDR s'est retrouvée à l'arrière-plan. Le club était censé assumer la responsabilité des activités surveillées auparavant dans le cadre de l'IDR. Au même moment, les fonds attribués pour le poste de coordonnateur ont pris fin. La coordonnatrice a alors aidé à créer un nouveau programme de prévention du crime auquel a participé le secteur des entreprises. Ayant obtenu certains fonds du Centre national de prévention du crime, des membres de la Chambre de commerce locale ont lancé un programme ayant pour but d'enseigner des compétences d'entrepreneuriat à des jeunes à haut risque. Le nouveau programme consiste à gérer deux magasins et enseigne aux jeunes qui y participent diverses compétences du monde de la vente au détail y compris l'établissement de prix, la publicité, l'achat, le marketing et le service à la clientèle. Il comporte à la fois un volet d'instruction et un volet « pratique » et a le potentiel de produire des fonds pouvant servir au financement d'autres initiatives pour les jeunes dans la collectivité, y compris le club.

La collectivité veut créer une ville où les jeunes sont appréciés et qui est constamment à l'écoute de leurs préoccupations et besoins. Actuellement, elle veut se concentrer sur le développement des ressources communautaires pour les jeunes. Pour ce faire, elle se concentre sur des aspects comme le respect et l'emploi des jeunes et sur la création d'espaces accueillants pour ces derniers. La collectivité a relevé un certain nombre de besoins et a commencé à prendre des mesures en réponse à ceux-ci. Elle l'a fait en faisant participer des adolescents et en les habilitant à agir dans la collectivité. Le public est également plus conscient des questions liées aux jeunes grâce à l'éducation des adultes dans la collectivité, qui comprennent aujourd'hui l'importance et la nécessité d'inclure les jeunes au processus décisionnel. Des réunions communautaires ont été organisées au début de ce projet pour mieux faire connaître les besoins des jeunes et pour obtenir un appui pour l'initiative de développement des ressources. De plus, de l'information a été diffusée dans la presse locale et dans les bulletins publiés par les écoles.

Nature des activités durables

Les activités entreprises jusqu'à ce jour ont été financées au moyen de fonds provenant de différentes sources : des clubs philanthropiques, la municipalité et le gouvernement fédéral. La ville s'est engagée à fournir continuellement de l'espace pour le club et discute du rôle qu'elle jouera à l'avenir en ce qui concerne le recrutement d'un coordonnateur. Les clubs philanthropiques fournissent des fonds pour des projets individuels. Les programmes qui ne nécessitent que peu de fonds, comme le programme d'accueil, sont maintenus grâce aux efforts de bénévoles. Un projet qui permettra éventuellement de maintenir les activités communautaires dans ce domaine sont les opérations de vente au détail qui viennent d'être amorcées. Elles ont le potentiel de générer suffisamment de profits pour rémunérer un coordonnateur. Cela rendrait le processus de développement de ressources à l'échelle de la collectivité très durable.

Dans l'ensemble, les dépenses liées aux projets sont assez peu élevées du fait que des bénévoles s'en occupent. Le poste de coordonnateur est très important pour assurer de bonnes communications et la coordination des activités. Un coordonnateur pourrait également s'assurer que l'approche de développement des ressources soit examinée périodiquement. Il s'agit d'un aspect important étant donné que les activités entreprises par la collectivité ont pour but de créer des ressources pour les jeunes gens.

Le rôle du financement destiné à des projets

Les projets menés dans cette collectivité s'inscrivent dans le plan global de développement de ressources. Les projets comportent des délais qui correspondent aux questions particulières sur lesquelles ils portent et sont maintenus ou terminés selon les besoins qui existent à ce moment précis. Les projets sont relativement isolés les uns des autres, mais il y a un certain lien entre eux puisqu'ils font partie de l'IDR et étaient surveillés par l'ancienne coordonnatrice. Ce qui unit les différents projets est le but ultime consistant à développer des ressources pour les jeunes à l'échelle locale. Ces projets répondent à un besoin particulier (à court ou à long terme) différent du but ultime.

COMMENT CETTE COLLECTIVITÉ A-T-ELLE ASSURÉ LE MAINTIEN DE SON ACTIVITÉ DE PRÉVENTION DU CRIME?

Structures organisationnelles

Les participants ont inclus :

- les services de police
- les écoles
- des entreprises
- des clubs philanthropiques
- des jeunes
- des membres de la collectivité
- le comité de la santé communautaire

- le comité de l'enfance et de la jeunesse

La structure organisationnelle est une préoccupation clé dans cette collectivité. La structure originale était une organisation autonome qui employait un coordonnateur rémunéré à temps partiel qui se chargeait de faire collaborer des intervenants dans la collectivité. Le comité formé s'est fondé sur les résultats du sondage sur les ressources et a décidé des activités à entreprendre, qui ont été mises en œuvre de façon relativement indépendante. L'information provenant des projets était transmise par l'intermédiaire du comité de l'IDR aux responsables d'autres projets et à la collectivité en général. Cette information permettait au groupe principal s'occupant de l'IDR de s'assurer que les besoins étaient satisfaits ou qu'un projet était mené à bien.

La création du club pour les jeunes était la principale initiative entreprise et l'on a cru, à l'origine, qu'il assumerait la responsabilité de la surveillance des activités ayant trait aux jeunes dans la collectivité. Les fonds attribués pour le poste initial de coordonnateur de l'IDR ont pris fin, et le titulaire du poste a été transféré à un nouveau projet financé au moyen de fonds de mise en marche provenant du Centre national de prévention du crime. Les résultats sont en voie d'être examinés. On a noté que le club était fort occupé à mettre sur pied ses propres programmes, ce qui laissait peu de temps pour les activités liées à l'IDR. Par conséquent, il y a eu un certain laisser-aller dans le cadre des programmes de l'IDR, ce qui a réduit la qualité des classes de leadership et a causé la disparition des groupes de jeunes conférenciers. Les dirigeants dans la collectivité ont commencé à examiner la nécessité de créer un nouveau comité de surveillance de l'IDR et ont envisagé le recrutement d'un nouveau coordonnateur. Ce comité pourrait, d'une part, surveiller les initiatives actuelles et futures et mener, d'autre part, un nouveau sondage sur les ressources pour évaluer les progrès réalisés à ce jour et les préoccupations actuelles.

Processus

Cette collectivité fixe des objectifs et des priorités en menant un sondage sur les ressources. Les ressources sont les facteurs dont ont besoin les jeunes gens pour pouvoir bien faire la transition à l'âge adulte. La collectivité a mené un sondage auprès de ses jeunes en 1998 et a constaté qu'en moyenne, elle disposait de moins de 18 des 40 ressources requises. Elle a formé un comité sur l'IDR pour que celui-ci dresse des plans d'action en réponse à ces lacunes et développe des ressources dans la collectivité. L'IDR a été menée conjointement avec d'autres programmes existants comme le programme de déjeuners offert par une église locale. La collectivité a également élaboré des programmes peu coûteux comme le programme d'accueil et le club des conférenciers créés dans les écoles. Puis, elle a décidé de fonder le club dans l'espoir que celui-ci assumerait les responsabilités de développement des ressources qui avaient été créées dans le cadre de l'IDR.

Partenariats

Des partenariats sont créés de deux façons dans le cadre de cette initiative. Premièrement, le comité organisateur a établi des partenariats avec les services de police,

des écoles, des jeunes, des entreprises, des clubs philanthropiques, la municipalité et le secteur de la santé. Dans le cadre de ces partenariats, on se concentre sur la définition d'objectifs et l'établissement de plans d'action. On crée également des partenariats au sein de projets précis. Les membres de ces partenariats incluent certains des partenaires organisateurs ainsi que des personnes âgées, des groupes de parents, le Comité de l'enfance et de la jeunesse local et des conseillers municipaux.

Dans le cadre des partenariats formés au niveau des comités, on coordonne les activités. Les partenariats conclus dans le contexte des projets et entre les projets et avec d'autres groupes dans la collectivité ont pour but la tenue de consultations.

Ressources

Les ressources sont un sujet de grande préoccupation au sein de la collectivité. Alors que la plupart des projets ont des coûts très limités et peuvent être maintenus, un comité-cadre est essentiel pour s'assurer que de nouveaux projets sont lancés et que les responsables des projets en cours continuent de recevoir de l'information et de la rétroaction. La transition au club et l'obtention d'un soutien pour celui-ci par l'intermédiaire du projet financé par le Centre national de prévention du crime est prometteur mais présente toutefois aussi des défis. Le projet a eu énormément de succès, bien qu'il en soit encore à ses premiers stades. Il a le potentiel de fournir des fonds qui appuieront les activités du club. Actuellement, ce club n'est toutefois pas en mesure de gérer ses propres programmes tout en coordonnant une initiative de développement des ressources à l'échelle de la ville. Un poste de coordonnateur coûterait environ 20 000 \$ par an, et le comité de coordination aurait besoin d'espace de bureau. L'obtention de ces ressources demeure un défi et est essentielle à la durabilité future de l'initiative.

QUELS ÉTAIENT LES FACTEURS CLÉS QUI ONT CONTRIBUÉ AU SUCCÈS DE L'INITIATIVE?

Participation des jeunes : Ce sont les jeunes de cette collectivité qui ont pris ici l'initiative en s'adressant à un organisme bénévole local, regroupant des chefs de file du milieu des affaires et des milieux professionnels. Ces jeunes qui souhaitaient la création d'un camp de leadership ont décrit les défis qu'ils doivent relever au sein de la collectivité. Ils continuent de jouer un rôle central dans les activités de développement des ressources qui y sont en cours.

Coordonnateur : Le poste de coordonnateur est essentiel pour a) coordonner les activités et b) établir des liens entre des particuliers et des organisations et assurer la communication continue de l'information.

Leadership : Il y a un certain nombre de personnes très actives dans la collectivité et dont le soutien continu est requis. Ces personnes incluent les jeunes, des habitants de la collectivité, des représentants de différents organismes, dont les écoles et les services de santé, des gens d'affaires et des politiciens locaux.

Comité organisateur : Ce comité joue un rôle clé dans la surveillance et l'orientation des activités mais doit jouir d'une autonomie par rapport à celles-ci — il ne gère pas les projets ni les activités, mais fournit de l'information et des idées sur ce qu'il y a lieu de faire.

Partenariats : La conclusion de partenariats dans la collectivité permet d'affecter les personnes compétentes aux projets et au comité.

Évaluation continue des besoins : Il est important de mener un deuxième sondage sur les ressources et de faire participer une nouvelle génération de jeunes à l'initiative.

Communication : Les activités de sensibilisation et de diffusion de l'information sont essentielles au succès d'une initiative communautaire comme celle qui est décrite ici.

Moment de l'intervention : On a réussi, dans le cadre de cette initiative, à mobiliser les bonnes personnes, au bon moment. En présentant leur requête, au moment où ils l'ont fait, les jeunes ont aidé à cerner le problème et les leaders qui se sont mobilisés autour de la question avaient une idée de ce qui devait être fait. Le climat local était propice à l'action.

Profil : Le sondage sur les ressources a suscité beaucoup d'attention au sein d'une collectivité qui se définissait comme étant à l'aise et qui ne croyait pas avoir de problème « de jeunes ». Le sondage a, en quelque sorte, produit un bulletin pour l'ensemble de la collectivité et fourni un repère visible et concret auquel la collectivité pouvait se comparer publiquement.

Soutien des parents : L'initiative a pu compter sur l'appui et la participation des parents qui ont vu dans les résultats du sondage l'indication d'un problème important pour les jeunes de la collectivité.

Analyse sur place de la durabilité : Collectivité F

Aperçu de la collectivité

La collectivité F est une collectivité de logements sociaux se composant de 48 unités de logement en rangée situées dans une collectivité du Nord comptant approximativement 8 655 habitants. On trouve dans cette collectivité de logements sociaux plusieurs colonnes de maisons en rangée, et il y a peu d'espace entre les colonnes. Lors de sa construction initiale, cette collectivité n'incluait aucun « espace » communautaire ou social ni d'espace ou d'installations de loisirs. À la suite d'interventions de la collectivité, on y trouve maintenant deux unités de logement qui ont été transformées en espace communautaire pour la tenue de réunions, de programmes et d'activités de loisirs. De plus, il y a maintenant un certain espace pour des activités de loisirs en plein air. La collectivité de logements sociaux se trouve à la périphérie de la ville, qui s'étend le long d'une rivière. Les enfants prennent l'autobus pour se rendre à l'école mais il n'y a pas d'autres services de transport en commun dans la ville.

QUELLES SONT LES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION DU CRIME QUE CETTE COLLECTIVITÉ ESSAIE DE MAINTENIR?

Contexte

Il y a environ 10 ans (au début des années 1990), la collectivité éprouvait un grand nombre de problèmes, y compris du vandalisme, de la toxicomanie, un manque de sécurité individuelle des habitants et des enfants négligés. La collectivité était connue comme un secteur « problématique » de la ville. Jusqu'à 300 personnes auraient alors habité dans la collectivité. Il n'y avait aucun endroit pour des activités de loisirs et pratiquement aucun service dans la collectivité. Des non-résidents, qui se servaient de la collectivité comme point de rassemblement, exacerbaient le problème.

On a lancé plusieurs initiatives d'amélioration et de surveillance du quartier, mais ces initiatives initiales n'ont pas été bien accueillies par les résidents et ont pris fin graduellement. En 1993, il y a eu un changement, après qu'on eut signalé que certains enfants dans ce secteur avaient été victimes d'agression sexuelle. Ces enfants s'en prenaient à d'autres enfants dans la collectivité. Suivant les conseils d'un travailleur social local, un groupe de parents inquiets se sont réunis dans l'une des unités de logement pour discuter des mesures à prendre. Lors de cette réunion, un certain nombre de questions et préoccupations ont été explorées. Les parents ont rapidement décidé qu'il était nécessaire de créer un endroit sûr où les enfants pouvaient jouer. Ils ont pensé que de trouver une façon d'encourager les parents et les enfants à passer plus de temps ensemble et à s'adonner à des activités divertissantes et constructives constituerait un bon point de départ.

Ce groupe de parents s'est tourné vers un comité de prévention du crime de la ville pour obtenir de l'aide. Les parents ont organisé un bal de rue pour les familles et y ont invité les membres du détachement local de la GRC ainsi que certains habitants de la ville qui s'intéressaient à la prévention du crime. La police a clairement indiqué qu'elle participait à cet événement et a encouragé les enfants à participer à l'initiative en apportant leur « ours de sécurité ». Le bal de rue comportait des activités pour les enfants et encourageait les parents à faire des activités avec leurs enfants, telles que des courses en sac. À l'époque, il y avait environ 300 personnes qui habitaient dans cette collectivité et ce qui a surpris les organisateurs c'est que la majorité de ces personnes ont participé au bal. Cela a donné confiance aux organisateurs (qui à l'origine étaient au nombre de six) et ils ont demandé à la commission de logement provinciale s'il était possible d'aménager un endroit où les enfants pourraient jouer, par exemple, au basketball. Le dirigeant de la commission de logement leur a parlé de la création éventuelle d'une association des locataires et les a aidés à créer un terrain de basketball. Durant tout l'été, les membres de la collectivité ont organisé des activités à court terme comme des campagnes de nettoyage du quartier. De plus en plus de personnes ont manifesté de l'intérêt pour améliorer la qualité de vie dans la collectivité.

Un tournant est survenu en automne 1993, lorsque la commission de logement a fourni des fonds pour que plusieurs organisateurs de la collectivité assistent à une conférence d'associations de locataires à Terre-Neuve. Grâce aux connaissances acquises lors de la conférence et avec le soutien de la commission de logement, ces personnes ont ensuite tenu une élection et ont créé une association de locataires. Durant cette conférence, ces personnes ont également appris à quel point il est important que les locataires règlent eux-mêmes leurs problèmes. Elles ont longuement discuté et ont noué des liens avec d'autres personnes. Aujourd'hui, elles veulent s'assurer que les locataires gardent toujours le contrôle et sont traités sur un pied d'égalité.

À cette époque, les activités organisées par la collectivité se limitaient à des activités en plein air. S'il était nécessaire de tenir une réunion, il fallait la tenir dans la salle de séjour de quelqu'un. Durant l'hiver, l'association a organisé des concours divertissants comme la décoration des fenêtres et a procédé à quelques collectes de fonds (principalement au sein de la collectivité elle-même) afin de pouvoir octroyer des prix. Elle a commencé également à demander à des entreprises locales (c.-à-d. des épiceries et le garage local) de faire des dons. Elle a aussi organisé des activités plus limitées, par exemple, en invitant de petits enfants à venir écouter des histoires. Au printemps, elle a organisé des activités comme la recherche d'œufs de Pâques et des journées familiales.

On a constaté que les enfants et même les adolescents réagissaient favorablement aux mesures prises. Ils étaient réellement heureux d'avoir quelque chose de positif à faire, et les organisateurs ont fait des efforts pour inclure les jeunes en organisant des événements spécialement pour eux, tels que des concours de tir au but (où le gagnant remportait un bâton de hockey signé). Ils ont également organisé des activités auxquelles participaient les parents et les enfants (p. ex., des concours de hoopla hoop entre les parents et les enfants).

Grâce à ces activités, les habitants de la collectivité ont commencé à être fiers de leur quartier. Par exemple, des enfants qui jusqu'alors cassaient des bouteilles ont commencé à aider à nettoyer le quartier. Les gens qui habitaient dans la collectivité étaient moins stigmatisés par les habitants d'autres quartiers. Mais même si les gens commençaient à se sentir fiers de leur collectivité, le changement des attitudes vis-à-vis de celle-ci représente toujours un défi.

L'un des obstacles qui rendaient difficile l'organisation d'activités était le manque d'espace physique « communautaire » : il n'y avait pas d'espace de loisirs en plein air où les enfants et les familles pouvaient jouer et aucun espace intérieur où pouvaient se dérouler des activités, des réunions, etc. Avec l'aide de l'un de ses agents, l'association des locataires a formulé une proposition de rénovation d'une unité. Toutefois, on ne disposait pas des ressources permettant de procéder à une telle rénovation. La commission de logement a fini par autoriser l'utilisation de l'une des unités. Actuellement, l'association des locataires a accès à deux unités contiguës, ce qui lui fournit l'espace nécessaire pour la tenue de réunions et la prestation de programmes.

Au printemps 1998, on a mis sur pied un conseil du centre communautaire, qui aujourd'hui compte 15 membres et qui est similaire aux autres centres communautaires municipaux. Le premier conseil, élu au printemps 1998, se composait de neuf locataires et de six membres de la collectivité (comprenant un représentant de chacun des organismes et secteurs suivants : centre d'accueil, comité de prévention du crime de la ville, GRC, comité central des mennonites et organisations d'alphabétisation locales).

Initialement, ce conseil a pu obtenir quelques ressources pour offrir des programmes durant l'été et engager quelques étudiants pour aider à mener les activités destinées aux enfants. Les programmes offerts actuellement incluent un programme de « sacs » de petits déjeuners pour les enfants qui habitent dans les unités de logement social et pour une couple d'autres enfants habitant dans des logements avoisinants qui prennent le même autobus scolaire, ainsi qu'un programme parascolaire et un programme d'alphabétisation. On trouve une variété de ressources au centre, où plusieurs ordinateurs sont également mis à la disposition de la collectivité par l'entremise d'un programme d'Industrie Canada. Le conseil a obtenu des fonds du CNPC pour organiser des activités de loisirs pour les jeunes, y compris celles offertes au centre et des programmes dans le cadre desquels les jeunes se rendent à différentes installations de loisirs dans la ville – club d'haltérophilie, piscine. La collectivité accorde la priorité aux locataires qui habitent au sein de celle-ci, mais parfois des personnes des logements avoisinants participent également. Les programmes récréatifs incluent certaines activités d'éducation sur des questions comme l'alcoolisme et la toxicomanie.

Des bénévoles dirigent la majorité de ces activités. Par exemple, l'un des habitants est toujours disponible au centre lorsqu'il est ouvert. Plusieurs habitants locaux préparent et distribuent les sacs bruns dans le cadre du programme des petits déjeuners. En janvier 2003, la collectivité a obtenu des fonds pour rémunérer un coordonnateur de programmes par l'intermédiaire de la commission de logement.

Nature des activités durables

Toutes les activités entreprises dans le cadre du partenariat communautaire ont pour but de rendre la collectivité plus sûre pour les enfants et les familles et d'y améliorer la qualité de vie. Les activités ont rapproché les membres de la collectivité. L'objectif fondamental était entre autres de transformer la communauté de logements sociaux en un endroit où les gens veulent habiter, de faire en sorte que les locataires ne perdent pas le contrôle de ce qui se passe dans leur collectivité, d'adapter davantage la collectivité aux besoins des enfants en profitant des ressources disponibles. La collectivité a réussi à intéresser des personnes de l'extérieur (des anciens résidents ainsi que des membres d'autres organismes) à faire partie de son conseil communautaire.

Le rôle du financement destiné à des projets

Les fonds attribués pour des projets ont permis aux résidents d'entreprendre un plus grand éventail d'activités dont le but est de faire participer davantage les enfants et les adolescents en particulier à des activités de loisirs.

COMMENT CETTE COLLECTIVITÉ A-T-ELLE ASSURÉ LE MAINTIEN DE SON ACTIVITÉ DE PRÉVENTION DU CRIME?

Structures organisationnelles

Cette collectivité a une association de locataires et un conseil du centre communautaire qui sont actifs. Certains membres font partie de ces structures depuis le début. La participation des bénévoles est un élément clé. À partir de 2003, la collectivité disposera d'un coordonnateur rémunéré.

Processus

Cette collectivité a adopté des approches très ouvertes et axées sur la collaboration, n'abandonne jamais et tire des leçons de ses activités. L'association et le conseil acceptent les résidents tels qu'ils sont – sans porter de jugement sur eux. Leur philosophie est qu'il y a de la place pour tout le monde et que chacun a quelque chose à offrir à la collectivité. Même si plusieurs résidents participent à l'initiative depuis le début, les membres de l'association des locataires et du conseil communautaire ont le sentiment qu'ils assurent le leadership ensemble. Ils sont tous résolus à améliorer la collectivité. Ils communiquent avec les autres habitants de façon continue et régulière.

Partenariats

La collectivité a fait un certain nombre d'efforts pour créer des partenariats et pour faire participer d'autres parties, telles des entreprises locales, à ses activités. La collectivité, qui pendant longtemps était stigmatisée par le restant de la ville, a nettement le sentiment qu'elle a réussi et qu'elle pourra continuer par elle-même. Certains partenariats sont plus actifs que d'autres. Par exemple, au début, la police était impliquée activement dans la

collectivité. La collectivité continue d'encourager la participation des services de police, mais du point de vue de ceux-ci, il semble qu'elle n'est plus considérée comme un secteur problématique à la criminalité élevée. Actuellement, l'un des membres qui siègent au conseil du centre communautaire est un membre civil de la GRC, mais elle n'y siège pas en tant que représentante officielle de la GRC.

Ressources

Cette collectivité a obtenu des fonds pour des projets d'une variété de sources (p. ex., CNPC, DRHC, Industrie Canada) et a reçu certains dons d'entreprises locales pour ses activités. La commission de logement fournit de l'espace pour la tenue de réunions et d'activités de loisirs et, depuis 2003, des fonds pour le poste de coordonnateur des projets. La collectivité compte beaucoup sur ses propres bénévoles et sur ceux de l'extérieur.

QUELS ÉTAIENT LES FACTEURS CLÉS QUI ONT CONTRIBUÉ AU SUCCÈS DE L'INITIATIVE?

Bénévolat : Il y a un sentiment d'appartenance prononcé, et un nombre important de résidants font don de leur temps. Un certain nombre de locataires font du bénévolat depuis de nombreuses années. Un locataire a quitté la collectivité mais continue de faire du bénévolat et est toujours considéré comme faisant partie de celle-ci.

Leadership : Cette collectivité a fait preuve d'un leadership à long terme et uniforme, ce qui a permis de gagner la confiance des résidants et des partenaires et d'établir des liens entre eux.

Accès aux connaissances : Durant les stades initiaux, il a été extrêmement utile d'obtenir de l'information sur les droits des locataires et sur le fonctionnement des associations des locataires et des conseils communautaires pour aller de l'avant.

Confiance et respect : L'association des locataires et le conseil ont une attitude ouverte, font confiance aux autres et ne portent pas de jugement. Cela a également contribué à créer un sentiment de sécurité.

Utilisation efficace des ressources : La collectivité a réussi à obtenir des fonds de sources variées et a montré qu'elle est capable d'« étirer » les ressources attribuées aux projets, notamment en choisissant soigneusement les fournitures achetées.